

Compte rendu
Audition - Laurence PARISOT, Présidente du MEDEF
12 novembre 2007

Laurence Parisot expose devant la Commission les points de blocage identifiés par le MEDEF quant au dynamisme des entreprises françaises et les préconisations correspondantes (I), avant de se prononcer spécifiquement sur les thèmes soulevés par les questions du Président et des membres de la Commission (II).

I- Exposé : les 4 freins à la croissance identifiés par le MEDEF

Quatre points de blocage majeurs nuisent au dynamisme des entreprises en France :

1) L'état d'esprit : la relation problématique des français à l'entreprise.

Diagnostic :

- Résistances dans la conscience collective face au dynamisme entrepreneurial.
- Sentiment prédominant dans l'opinion selon lequel la croissance est un facteur exogène, indépendant de la volonté et de l'implication de chaque individu.
- Regard négatif sur les patrons, boucs émissaires des difficultés économiques du plus grand nombre.

Préconisations :

- La pédagogie de la croissance : expliquer, apprendre au plus grand nombre les mécanismes de la croissance pour une responsabilisation majeure.
- Rôle de la presse : décisif pour le changement des mentalités

2) La difficulté à recruter

Diagnostic :

- La difficulté à recruter est le principal problème des entreprises.
- Elle s'explique en partie par un déficit de culture d'adaptation : quête de la correspondance parfaite dans le recrutement entre caractéristiques du poste et nature de la formation (aussi bien côté employeur que candidat), regard étroit sur le diplôme, sans considérer que l'adaptation est possible.

Préconisations :

- Ménager en France des phases d'adaptation et de transition entre les études et l'emploi, entre les différents emplois.
- Un biais à corriger par l'enseignement : rôle des professeurs dans la formation à la souplesse, à l'ouverture, à la polyvalence.

3) Le coût du travail

Diagnostic :

- Problème crucial pour l'entreprise, sur l'ensemble des salaires, non pas uniquement sur les bas salaires : politique salariale restrictive, frilosité sur l'export, investissements innovants bridés, ...
- Les politiques d'allègement de charges menées par les derniers gouvernements ont été essentielles à la survie de nombreuses entreprises, mais ne sont pas suffisantes.

Préconisations :

- Repenser la fiscalité, les charges pesant sur le coût du travail.

- Exemple : transférer les charges liées à la famille, qui ne sont plus liées aujourd'hui au statut du salarié, sur le budget de l'Etat ; à compenser du côté de l'Etat non pas par recette supplémentaire mais par restriction des dépenses.

4) La durée du travail

Diagnostic :

- Frein majeur : les 35h.
- Les corrections apportées par touches successives au dispositif constituent autant de carcans supplémentaires plutôt que des solutions.
- La durée optimale du travail n'est pas la même d'une entreprise à l'autre, d'un secteur à l'autre, et varie de même dans le temps en fonction de la conjoncture.
- La plupart des voisins européens - la Suède notamment - ont choisi de ne pas confier à la Loi la détermination de la durée du travail.

Préconisations :

- Abandonner le concept de durée légale du travail : reporter la fixation de la durée hebdomadaire du travail, ou au minimum du seuil de déclenchement des heures supplémentaires, sur l'accord de branche, voire d'entreprise.

II - Questions réponses : Identification sectorielle des blocages et solutions correspondantes

1) La relation entreprise / universités :

Diagnostic :

- Pas assez d'attention portée aux étudiants ; installations universitaires dégradées.
- Connexions université/entreprise insuffisantes.

Préconisations :

- Exemple d'opération menée par le MEDEF pour une meilleure connexion entre l'université et l'entreprise, dans un esprit d'adaptabilité : « Opération Phoenix » : signature d'accords entre le MEDEF, les Universités et des entreprises partenaires afin de financer, à destination des étudiants n'étudiant pas dans les filières menant classiquement à l'entreprise (sociologie, philosophie...), des formations passerelle vers l'entreprise. Les entreprises partenaires garantissent un CDI à l'étudiant à l'issue de la formation. (*Le Président de la Commission demande à Laurence Parisot une note plus détaillée sur ce système*).
- Favoriser l'idée d'implantation de bureaux de recrutements au sein des universités
- Encourager les partenariats financiers entreprise/université

2) Les dividendes du travail

Diagnostic

- L'absence de système de participation et d'intéressement dans la plupart des entreprises françaises n'est pas dû à une volonté déficiente, mais à des ressources insuffisantes : le taux de marge des entreprises françaises est en effet inférieur de 10 points à celui de l'Allemagne, et au plus bas depuis 10 ans.

Préconisations :

- Rendre la participation obligatoire dans les entreprises de moins de 50 salariés ne changera pas la donne s'il n'y a pas de richesses à partager.

3) Immigration

Diagnostic :

- Laurence Parisot ne se prononce pas au fond sur une question dont elle estime ne pas dominer les enjeux.

- Un travail de pédagogie est essentiel pour changer les mentalités face à des professions qui n'attireraient pas les vocations (ex : succès de la campagne de communication menée dans le bâtiment).

4) Représentativité

Diagnostic :

- Le temps est venu de faire évoluer les critères de la représentativité.
- Sujet central : quel paysage syndical souhaite t'on obtenir, et quel critère de représentativité permet d'y accéder ?

Préconisations

- Laurence Parisot ne se prononce pas sur le niveau du seuil qui semblerait le plus adéquat.

5) Fiscalité et entreprise

Diagnostic

- L'ISF grève plus le potentiel de croissance des entreprises que les droits de succession (*suite à la question posée par la Commission : « S'il était possible de décider de la suppression de l'une de ces deux taxes, ISF ou droits de successions, quel serait le meilleur choix pour libérer le potentiel de croissance de l'entreprise ? »*)

6) Répartition des profits entre salaires et capital :

Préconisation :

La gestion de la marge de manœuvre des entreprises (part réallouée à l'export, à l'investissement, aux salaires...) devrait pouvoir relever uniquement de l'entreprise elle-même, et non être pilotée depuis l'Etat (*suite à la question posée par la Commission : « Quel est le sentiment du Medef quant à la possibilité d'une décision gouvernementale visant à conditionner les allègements de charges au respect de l'obligation de négociation annuelle »*).

7) Quelles réformes pour une meilleure compétitivité ?

Diagnostic :

- Le manque de lisibilité de l'organisation administrative française est préjudiciable à la compétitivité des entreprises françaises.

Préconisations :

- Suppression d'un échelon administratif : le Département

8) Fusion ANPE/UNEDIC

Diagnostic :

- Une fusion qui ne serait pas correctement pilotée en termes de gouvernance et d'objectifs serait contreproductive.

Préconisations :

- Définir clairement la répartition des responsabilités et des reports.

9) L'organisation de la mutualisation de la formation professionnelle

Diagnostic :

- Les intervenants en matière de formation professionnelle sont trop nombreux.
- La tendance à confier aux régions un nombre croissant de décisions dans ce domaine représente une politisation de cet enjeu, qui gagnerait à rester dans le champ économique.

10) Création d'entreprises : quelles améliorations concrètes possibles ?

Préconisations :

- Par rapport à la simplification des procédures, des formulaires... : une volonté de simplifier peut conduire in fine à la complexification : pour réellement simplifier, il convient de « supprimer ».
- Alléger la fiscalité qui pèse sur les petits entrepreneurs.

11) Relations grandes entreprises et très petites entreprises

Diagnostic :

- Dans le domaine de la distribution, la suppression du seuil de revente à perte représenterait une menace importante pour de nombreuses PME/PMI.

12) Contrôle fiscal et URSSAF : comment modifier l'état d'esprit des entreprises ?

Préconisations :

- Etablir pour l'URSSAF une Charte au même titre que dans l'Administration fiscale.
- Instaurer une période de stage en entreprise obligatoire pour les contrôleurs de l'URSSAF.